

« Nous nous sentons plus confiants, mais pas relax »

LITUANIE Le ministre des Affaires étrangères célèbre la « restauration » de l'Etat baltique

Linas Linkevicius

Voilà des années que Linas Linkevicius, ex-ambassadeur de Lituanie auprès de l'Otan, ministre de la Défense pendant sept ans et depuis 2012 ministre des Affaires étrangères, mobilise ses homologues européens, les pressant à ne pas faire preuve de « naïveté » envers la Russie. C'est que la Lituanie vit douloureusement le retour du passé : le come-back d'un face-à-face « Est/Ouest », avec une Russie obnubilée par la reconquête de sa grandeur perdue. La Lituanie avait été la première république soviétique à larguer les amarres de l'Union soviétique, en 1990, recouvrant son indépendance, malmenée depuis la première « restauration » de l'Etat lituanien, il y a tout juste cent ans. Linkevicius, 57 ans, a été l'un des premiers avocats des sanctions contre la Russie pour son intervention en Ukraine. C'était sous présidence lituanienne des travaux de l'Union européenne, au second semestre 2013, que l'Ukraine avait brusquement renoncé, sous pression du Kremlin, à signer un accord d'association majeur avec l'UE, lors d'un sommet prévu à Vilnius, la capitale de l'Etat balte.

► La Lituanie célèbre ce vendredi 16 février les 100 ans de la « restauration » de son État.

► Dans le pays mais aussi là où réside l'abondante diaspora lituanienne...
► L'événement est aussi fêté

à Bruxelles, à l'hôtel de ville, au Cinquantenaire.
► Même Manneken Pis devrait revêtir le costume

traditionnel lituanien.

ENTRETIEN

La Lituanie célèbre ce vendredi 16 février le centenaire de la « restauration » de son Etat. Partout où se trouve la diaspora lituanienne – au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Irlande, en Norvège –, et Bruxelles va également se joindre aux festivités.

« C'est important, de célébrer cent ans d'Etat moderne : cela n'arrive qu'une fois en cent ans ! (Rires.) D'autant plus que cette époque n'a pas été facile, pour dire le moins, nous dit le chef de la diplomatie lituanienne, Linas Linkevičius. Maintenant, il est important de célébrer, de regarder de l'avant et d'évaluer ce qui s'est passé », ajoute le ministre des Affaires étrangères, convaincu que les minorités polonaise et russe vivant en Lituanie « considèrent aussi que c'est leur fête », comme les derniers survivants parmi la population juive, « les Litvaks, tragiquement massacrés durant la Guerre ».

Cet anniversaire : c'est l'histoire d'il y a un siècle ? Ou un rappel de l'épisode plus récent : la Lituanie dans l'URSS ?

Cela évoque beaucoup de choses mais notre génération se souvient évidemment surtout de la période dont elle a été témoin, avec le rétablissement de notre indépendance après un demi-siècle d'occupation soviétique, en 1990. C'était comme une seconde naissance.

C'est la « fin de l'Histoire » ? Ou voyez-vous un risque d'une nouvelle occupation ?

Je suis optimiste. Nous sommes un petit pays, pas très riche, sans ressources naturelles, avec moins de trois millions d'habitants. Au cours des siècles, nous sommes passés des mains d'un agresseur à l'autre. Nous avons connu l'occupation tsariste, l'occupation soviétique, l'occupation nazie... Ce n'est qu'à partir de 2004, quand nous sommes devenus membre de l'Otan et de l'Union européenne que nous avons rejoint... le monde libre. Personne ne prendra plus de décision pour nous. C'est pourquoi nous pouvons envisager l'avenir de façon plus optimiste.

La crainte d'une déstabilisation russe a-t-elle disparu ?

Non, il y a des craintes, bien sûr. On a vu ce qui s'est passé, au milieu de l'Europe, au 21^e siècle : la Russie a mené une agression contre un Etat voisin. (NDLR :

l'Ukraine). Et ce n'est pas la première fois : en 2008, la Russie a occupé 20 % d'un autre Etat souverain, la Géorgie. Ces pays ne sont pas membres de l'Otan, de l'UE, et sont exposés à cet environnement. C'est notre voisinage : on ne peut se sentir « relax ». Mais, en comparaison avec ces pays qui ont été victimes d'une agression, nous nous sentons plus confiants, mais pas « relax ».

La présidente Grybauskaitė vient d'affirmer que la Russie a déployé de façon permanente des missiles de croisière dans l'enclave de Kaliningrad...

Les Russes l'ont confirmé eux-mêmes. Ces armes sont capables d'être dotées de têtes nucléaires. Et ces missiles peuvent atteindre Vilnius, Riga ou Tallinn, mais aussi Berlin. Ce n'est vraiment pas une mesure destinée à établir la confiance ! Et c'est de très loin non comparable aux mesures de l'Otan, qu'ils affirment vouloir contrebalancer. Ce que fait l'Otan, c'est le minimum extrême. Il y a quatre à six jets pour la police des airs (dans le ciel baltique), et nous sommes reconnaissants envers la Belgique qui contribue à cette mission. Et le déploiement en

Lituanie de soldats belges, néerlandais, allemands, luxembourgeois : un peu plus de mille soldats. La riposte russe est clairement too much. Ils jouent l'escalade et il nous faudra inévitablement réagir à ces missiles.

L'Otan devrait encore renforcer la défense des alliés à l'Est ?

La Russie n'écoute que les arguments de la force. Ce que nous attendons du sommet de l'Otan qui se déroulera à Bruxelles en juillet, c'est la continuation de ce qui a été décidé lors des sommets précédents : compenser les manques que nous avons en termes de capacités militaires dans notre région, s'assurer que le processus de décision soit plus fluide,

plus rapide, donner davantage de compétences aux autorités militaires pour préparer les décisions politiques. Tout cela est lié à la capacité de l'Alliance à faire face aux menaces hybrides : la communication stratégique, la cyberdéfense, la sécurité énergétique. Il faut une approche holistique des questions de sécurité.

Quelle est votre explication du comportement du voisin russe ?

Il y a beaucoup de versions. Au lieu d'investir dans les technologies, de faire quelque chose pour l'économie du pays, ils mobilisent les ressources pour cette musculation. Le nationalisme peut être un moyen pour détourner l'attention des problèmes réels. Sur le court terme, cela peut fonctionner. Cela peut rendre le leadership de la Russie plus populaire. Mais à long terme, cela devient un gros problème. C'est non seulement cher mais aussi contre-productif.

Le Premier ministre Charles Michel s'est rendu fin janvier en visite officielle à Moscou, reçu par Medvedev et Poutine. Son message : il faut un dialogue, une vraie stratégie à l'égard de la Russie, au-delà de la question des sanctions liées à la guerre en Ukraine. D'accord ?

J'ai toujours dit que nous voulons tous de bonnes relations avec la Russie. Mais qui les a gâchées ? Et qui devrait entreprendre quelque chose pour les améliorer ? Si en reculant, vous pensez que l'autre partie fera de même, c'est simplement une erreur. Ce serait même provocant. Le dialogue est nécessaire, clairement. Mais pas le dialogue pour le dialogue. Des contacts ont parfois lieu, des réunions, des sommets, et ils servent d'écrans de fumée pour ne rien faire, tandis que la situation sur le terrain ne change pas. Il faut donc être très prudent en plaidant pour ces contacts additionnels.

Ressentez-vous dans le milieu européen une tentation pour une « normalisation » ?

Après l'occupation de la Géorgie, nous avons pris une position très ferme mais très rapidement, on est revenu au business as usual. En pensant que cela les aiderait à changer. Cela n'a pas été le cas. Ils en ont tiré la leçon qu'ils pouvaient annexer la Crimée, violer le droit international pour un prix très limité. Depuis, on a vu aussi les interférences dans les élections en France, en Allemagne... Et néanmoins, il y a toujours des voix qui appellent à reculer, à être flexibles, à normaliser. Ce serait une nouvelle grosse erreur.

En 1990, les députés lituaniens demandent à Gorbatchev de comprendre et d'accepter leur décision de déclarer l'indépendance de la Lituanie, tout en exprimant le vœu de maintenir de bonnes relations politiques et économiques avec l'URSS. Près de 30 ans plus tard, la Catalogne demande la même chose à Madrid ?

On ne peut pas faire de parallèle ! La Lituanie, la Lettonie, l'Estonie ont été occupées pendant 50 ans. Nous n'avons pas été volontairement intégrés dans l'Union soviétique. L'Espagne est une démocratie : on ne peut comparer les situations. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE REGNIER

**ENTRE GUERRE ET PAIX****Un long chemin vers la liberté**

La Déclaration d'indépendance de la Lituanie est signée le 16 février 1918. Le pays est alors occupé par les troupes allemandes. Elles ont envahi le pays trois ans plus tôt pour affronter la Russie tsariste au plus fort de la Première guerre mondiale. Mais la Révolution d'octobre 1917 est passée par là. Lénine veut en finir. Le 3 mars 1918, à Brest-Litovsk, en Biélorussie, les bolcheviques russes signent la paix avec les Allemands et leurs alliés. Comme la Finlande et l'Ukraine, la Lituanie tire profit de la situation et s'émancipe. La Russie d'Europe rétrécit comme une peau de chagrin.

L'armistice du 11 novembre 1918 rebat les cartes. La Lituanie proclame son indépendance et devient une république. Les mois qui suivent sont marqués par la reconquête que mène tambour battant l'Armée rouge. Mais le 28 juin 1919, le traité de Versailles reconnaît l'indépendance de la Lituanie. À la fin du mois d'août, les Soviétiques sont en partie chassés de son territoire.

La fête sera brève. En 1920, le premier Seimas (parlement) de la Lituanie indépendante est élu. En août commence la guerre polono-lituanienne. La capitale Vilnius, où vivent 30 % de Polonais, est occupée. Une république de Lituanie centrale est proclamée et bientôt annexée par la Pologne. En 1922, le parlement local de Vilnius signe l'Acte d'unification avec la Pologne.

En 1939, la Lituanie fait les frais du pacte Molotov-Ribbentrop qui permet à l'Allemagne et à la Russie de dépecer la Pologne. Les Russes réoccupent la Lituanie.

Ce n'est qu'en 1990, après la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'Empire soviétique, que la Lituanie retrouvera son indépendance.

P. MA.